

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 Grenoble

Grenoble, le 16/02/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/01/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

HUTCHINSON DEPARTEMENT FIT PROFILES

Le Pommarin BP 17
38430 Moirans

Références : 2024-Is024T4
Code AIOT : 0006103010

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/01/2024 dans l'établissement HUTCHINSON DEPARTEMENT FIT PROFILES implanté Le Pommarin CS 170 38430 Moirans. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.-gouv.fr/>).

L'inspection a été diligentée suite à une plainte pour nuisances olfactives déposée par une riveraine immédiate du site en août 2023 auprès de l'Inspection des installations classées.

Une première plainte déposée en 2016 avait été instruite par l'Inspection et des actions avaient été entreprises par l'exploitant.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HUTCHINSON DEPARTEMENT FIT PROFILES
- Le Pommarin CS 170 38430 Moirans
- Code AIOT : 0006103010
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

La société Hutchinson exploite depuis plus de 40 ans une usine de fabrication de profilés caoutchouc et thermoplastiques sur la commune de Moirans.

Par arrêté préfectoral n°2008-11437 du 15 décembre 2008, modifié par l'arrêté préfectoral n°DDPP-ENV-2016-02-08 du 18 février 2016, elle est autorisée au titre de la réglementation ICPE pour les rubriques suivantes :

- 2562-1 : chauffage et traitement par bains de sels fondus – régime de l'autorisation
- 2661-1a : transformation de polymères - régime de l'enregistrement.

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- Odeur

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	AP Complémentaire du 22/02/2016, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 22/02/2016, article 5	Demande d'action corrective	2 mois
3	Sécheresse	Arrêté Préfectoral du 17/12/2008, article annexe 4 point 1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Plainte pour odeurs	Arrêté Préfectoral du 15/12/2008, article point 3.1.1 des prescriptions annexées	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
5	Emissions des COV	Arrêté Préfectoral du 15/12/2008, article point 3.3.2 "fontaine de dégraissage"	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Plan de gestion des solvants	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28-1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Dilution des effluents	Arrêté Préfectoral du 15/12/2008, article 4.4.3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Auto-surveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 15/12/2008, article Annexe 4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection déclenchée à la suite d'une plainte pour nuisances olfactives a permis de soulever également la question de la non conformité des rejets aqueux.

Ces deux sujets sont donc à prioriser par l'exploitant : tout mettre en œuvre pour réduire les nuisances olfactives et rouvrir le chantier de mise en conformité des rejets aqueux pour une concrétisation dans les meilleurs délais. Ces deux points seront suivis attentivement par l'Inspection.

D'une manière plus générale, l'Inspection alerte l'exploitant sur la nécessité de prioriser les enjeux environnementaux liés à l'exploitation du site en déployant les moyens (humains, organisationnels) nécessaires. La visite d'inspection a mis en lumière que les différents sujets abordés n'étaient pas maîtrisés.

La DREAL rappelle que l'exploitation du site est conditionné au respect des prescriptions issues de l'arrêté préfectoral d'autorisation, des arrêtés ministériels qui s'appliquent, et qu'une veille réglementaire est nécessaire pour s'assurer de la prise en compte de l'ensemble de ces obligations.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/02/2016, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
Prescription contrôlée : Tableau des activités
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a adressé au préfet par courrier du 16 juin 2021 un dossier de porter à connaissance décrivant des évolutions ayant eu lieu sur le site et conduisant à modifier la situation administrative, actée par le tableau des activités présent à l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 février 2016.</p> <p>Les rubriques suivantes sont modifiées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - ajout de la rubrique 1450-1 "solides inflammables" : elle concerne le stockage de 5 tonnes de Luperpox. Le site est concerné par le régime de l'autorisation (seuil à 1 tonne) suite à la modification par le fournisseur de la fiche de donnée de sécurité du produit en 2017, dont la classification de dangerosité est passée de comburant à inflammable. Conformément à l'article L513-1 du code de l'environnement, l'exploitant demande à bénéficier de l'antériorité relative à cette rubrique, en indiquant qu'il stocke ce produit utilisé dans le process bien avant 2017, en le justifiant via les factures d'achat sur les dix dernières années. La DREAL est favorable à cette demande. - modification de la rubrique 2910 : la chaudière au fuel domestique d'une puissance de 200kW a été mise à l'arrêt. La puissance totale des unités de combustion est modifiée et passe de 3,4 kW à 3,2. - suppression de la rubrique 4734 : la suppression de deux stockages de FOD (10m3 pour la chaudière et 60m3 pour les anciens groupes électrogènes) conduit à limiter la quantité stockée sur site à moins de 1 tonne, la rubrique passe du régime de la déclaration au statut de "non classé". - rubrique 4440-2 : l'exploitant déclare stocker 12 tonnes de sels nitrités, et évoque la rubrique 4040 "stockage et emploi de substances et préparations toxiques" au régime de la déclaration dans le dossier. Or l'arrêté préfectoral de 2016 indique pour le même produit la rubrique 4440-2 "solide comburant". L'exploitant confirme l'incohérence et valide le classement sous la rubrique 4440. - rubrique 1978 "solvants organiques" : cette rubrique a été créée par le décret n° 2019-1096 du 28 octobre 2019, l'exploitant devra se positionner quant à son applicabilité sur le site. <p>Concernant l'ajout de la rubrique 1450, il est demandé à l'exploitant d'évaluer (par exemple via une modélisation) l'impact produit par un éventuel incendie du stockage de luperpox. Des mesures permettant de réduire le risque seront proposées le cas échéant par l'exploitant.</p>

La DREAL note que le luperox est actuellement stocké au sein d'un container dédié, présentant une caractéristique coupe-feu REI 120.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/02/2016, article 5

Thème(s) : Risques chroniques, Demande de modification des prescriptions applicables

Prescription contrôlée :

ARTICLE 5

Le tableau relatif aux valeurs limites et à la surveillance des émissions dans l'air de l'annexe 3 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral n°2008-11437 du 15 décembre 2008 est remplacé par le tableau suivant :

Installation Rejet	Paramètres	Valeurs limites calculées sur gaz sec		Périodicité des mesures
		Concentration en mg/Nm3 à 3 % d'O2 sur un échantillon voisin d'une demi-heure	Flux annuel moyen en kg/h	
Installation de combustion au FOD	SO2	170 mg/Nm3	0,01	1 fois tous les 3 ans
	NOx	150 mg/Nm3	0,05	
	Poussières	50 mg/Nm3	0,001	
Brûleurs gaz (total des	SO2	35 mg/Nm3	0,19	
	NOx	100 mg/Nm3	0,45	
équipements chauffage)	Poussières	5 mg/Nm3	0,028	
Brûleurs gaz ligne bain de sel	SO2	35 mg/Nm3	0,02	
	NOx	80 mg/Nm3	0,09	
	Poussières	5 mg/Nm3	0,003	
Ateliers Fours de vulcanisation	COV	/	1,8	
	COV étiquetés H350, H340, H360	/	0,01	
Laveur gaz	NOx	10 mg/Nm3	0,03	
	COV	/	0,352	1 fois par an
	COV étiquetés H350, H340, H360	/	0,01	

Constats :

Le rapport d'essais des mesures des rejets atmosphériques faites du 3 au 7 juillet 2023 a été examiné à l'issue de l'inspection. Le paramètre NOx n'a pas été analysé pour le point "bains de sels", bien que demandé par la prescription. Il est demandé à l'exploitant de prévoir une mesure au plus vite et de l'ajouter ensuite dans les analyses annuelles.

Les paramètres SO₂ et poussières ne sont également pas analysés.

La prescription est non conforme.

Le dossier de porter à connaissance transmis par le courrier du 16 juin 2021 demande la modification des prescriptions relatives à la surveillance des rejets atmosphériques et propose un tableau modifiant l'article 5 de l'arrêté préfectoral complémentaire de 2016 qui prévoit :

- la suppression de la surveillance liée aux installations de combustion alimentées au fioul domestique (appareil supprimé comme vu précédemment donc la DREAL est favorable à cette évolution),

- la suppression de la surveillance appliquée aux brûleurs à gaz de la ligne bain de sel alors que le rejet de celui-ci passe au niveau du laveur de gaz, rejet pour lequel une surveillance est également appliquée, et qui comprend actuellement les paramètres SO₂, NOx et poussières . L'exploitant a indiqué en séance qu'il n'y avait pas de point de rejet au niveau du brûleur de gaz de la ligne bain de sel mais un seul point unique pour cette ligne à l'issue du traitement des gaz. Lors de la visite terrain, une seule sortie a effectivement été constaté. Par courriel du 7/02/2024, l'exploitant a corrigé cette mention et indiqué "Contrairement à ce que nous vous avons dit lors de votre visite, il y a deux sorties en toiture des rejets du bain de sel : une cheminée collectant les fumées des brûleurs de gaz et une cheminée après les laveurs gaz". Pour un combustible gazeux, le paramètre NOx doit être suivi, tandis que les paramètres SO₂, poussières n'ont pas lieu de l'être au vu de la nature du combustible. Une valeur limite est prévue pour les NOx en sortie du laveur. Ce paramètre est donc bien suivi.

De plus, le rapport de la DREAL du 12 janvier 2016 et rédigé à l'occasion de l'autorisation de l'installation de la ligne "bain de sels" indique :

"Concernant les émissions atmosphériques, la nouvelle ligne de traitement bain de sel sera couplée à deux nouvelles cheminées en toiture : la première sera l'exutoire des gaz de combustion des brûleurs gaz (rejets poussières, SO₂, NOx), la seconde l'exutoire des fumées et vapeurs émises au niveau de la nouvelle ligne après un traitement en plusieurs phases dont passage dans un laveur de gaz (COV, NOx).

Les rejets des brûleurs gaz de la nouvelle ligne sont jugés très faibles par l'exploitant. Il s'engage d'ailleurs dans son dossier à respecter des valeurs limites plus restrictives que celles définies dans l'arrêté préfectoral de 2008 sur le paramètre NOx et dans l'arrêté ministériel du 26/08/13 modifiant l'arrêté du 25 juillet 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux ICPE soumises à déclaration sous la rubrique n°2910 (combustion)."

L'exploitant devra éclaircir ce point qui provient de son dossier de demande d'autorisation, qui constitue pour rappel un document opposable, **en apportant un complément au dossier de porter à connaissance, et en modifiant le cas échéant la demande d'évolution des prescriptions. Dans l'attente, une surveillance des rejets atmosphériques devront être conduite comme prévu par les prescriptions actuelles.**

- la suppression de la surveillance appliquée aux installations de combustion alimentée en gaz (les différentes chaudières), d'une puissance unitaire comprise entre 291 et 600 kW : étant inférieures à 1MW, le dossier indique que les prescriptions de l'arrêté ministériel du 3/08/2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910, applicable depuis le 20/12/2018, ne s'appliquent pas, et qu'il convient d'après l'exploitant de prendre en compte cette évolution réglementaire au niveau des prescriptions de l'arrêté préfectoral du site. La DREAL est favorable à cette demande.

La DREAL rappelle à l'exploitant que les appareils de combustion d'une puissance unitaire à 1MW au sein d'une installation de combustion classée au régime de la déclaration au titre de la rubrique

2910 ne sont pas exemptées de la totalité des prescriptions de l'annexe I de l'arrêté du 3/08/2018 susvisé, comme indiqué à tort dans le dossier de porter à connaissance, mais uniquement des points 1.4, 1.5, 2.1, 2.13 (10ème alinéa (organe de coupe)), 2.14, 6.2.2 à 6.4 et 6.6 (cf la fiche technique combustion E datée de novembre 2019). La distinction entre appareil de combustion et installation de combustion est également rappelée à l'article 2 de l'arrêté du 3/08/2018 susvisé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2008, article annexe 4 point 1
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements d'eau dans le milieu
Prescription contrôlée : La quantité maximale journalière d'eau prélevée dans le milieu naturel sera limitée à 600 m ³ et ce pour un débit instantané de 80 m ³ /h. Le dispositif de mesure totalisateur est relevé journalièrement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé.
Constats : Le site consomme de l'eau de nappe pour le refroidissement en circuit ouvert du joint caoutchouc (masse d'eau FRFDG313) et de l'eau de ville pour le procédé d'extrusion. L'arrêté préfectoral de 2008 prévoit à l'annexe 4 que la consommation dans le milieu naturel (eau de nappe) soit limitée à 600m ³ par jour, pour un débit instantané de 80m ³ /h. Sur demande de l'Inspection, les quantités d'eau consommées pour les années 2021 (peu représentatif car impacté par la crise COVID), 2022 et 2023 ont été transmises : - eau de nappe : 64 680 m ³ en 2021, 75 010 m ³ en 2022, 66 030 m ³ en 2023 - eau de ville : 55 489 m ³ en 2021, 31 727 m ³ en 2022, 35 623 m ³ en 2023. L'exploitant a indiqué avoir initié une démarche de sobriété hydrique, en constituant un plan de sobriété hydrique. L'Inspection va proposer une évolution de l'arrêté préfectoral actuellement applicable au préfet sur ce sujet, en prescrivant pour la consommation d'eau de ville, un débit maximal instantané, un volume maximal journalier et un volume maximal annuel, ainsi qu'un volume maximal annuel de l'eau de nappe prélevé. Or, comme indiqué au constat 7 ci-après, l'exploitant va devoir travailler dans les meilleurs délais sur la réfrigération en circuit ouvert du joint, ce qui va tendre à diminuer drastiquement la consommation d'eau de nappe prélevée. Il est ainsi demandé à l'exploitant de répondre au constat n°7, puis de déterminer des valeurs limites applicables pour les éléments indiqués ci-dessus, qui prendront en compte une consommation adaptée et la plus sobre possible de l'eau.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Plainte pour odeurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2008, article point 3.1.1 des prescriptions annexées
Thème(s) : Risques chroniques, Recherche des causes
Prescription contrôlée :

Les installations doivent être conçues, implantées, exploitées et entretenues de manière à limiter les émissions (fumées, gaz, poussières ou odeurs) à l'atmosphère.

Ces installations doivent, dans toute la mesure du possible, être munies de dispositifs permettant de collecter et canaliser les émissions qui sont traitées en tant que de besoin, notamment pour respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

Constats :

En 2016, la DREAL a réceptionné une plainte pour nuisances olfactives concernant le site Hutchinson. Des actions ont été entreprises par l'exploitant à la suite de cette plainte et d'une inspection de la DREAL, dont les résultats sont parvenus courant 2018 à l'inspection et sont rappelés ci-dessous.

L'exploitant avait mandaté la société OLENTICA, spécialisée dans la qualité de l'air et la gestion des odeurs, afin de caractériser en nature et concentration les effluents gazeux rejetés en phase de production. Une identification précise, composé par composé, avait été réalisée et avait fait apparaître 4 molécules odorantes : le sulfure de carbone (CS₂), le benzène, le tétrahydrofurane et l'acroléine. Pour ces 4 composés, les analyses d'Olentica précisait que les concentrations mesurées étaient en-dessous des valeurs moyennes d'exposition au travail et qu'à ce titre elles étaient considérées comme sans danger sur la santé des travailleurs au regard des fiches de sécurité de l'INRS. L'exploitant avait également estimé l'impact odorant de ces effluents gazeux rejetés. Des prélèvements de gaz ont été réalisés à l'aide d'un olfactomètre à dilution dynamique puis, à l'aide de dilutions de l'échantillon initial, les a soumis à un groupe de jurés formés (« nez »). Ils ont ensuite réalisé une simulation de la dispersion des odeurs. Le niveau d'odeur pris en compte dans l'étude est fixé à 5 u.o./m³. Cette valeur, prise comme référence dans ce dossier, correspond en fait à la valeur limite définie dans l'arrêté ministériel applicable aux installations de compostage soumises à autorisation et qui ne doit pas être dépassé par celles-ci plus de 175 heures par an soit 2 % du temps. Il est important de noter que la valeur choisie de 5 u.o./m³ ne s'applique pas à l'installation mais a été utilisée à titre de comparaison avec un autre type d'activité soumise à la réglementation ICPE. La modélisation par OLENTICA de l'impact montre un dépassement de cette valeur hors des limites de propriétés d'HUTCHINSON sur une surface limitée et centrée principalement sur les zones de la gare et du lycée voisin.

Concernant la surveillance des rejets atmosphériques, les résultats des différentes campagnes avaient montré la conformité des rejets avec les valeurs limites fixées dans l'arrêté préfectoral du site.

En septembre 2023, la DREAL a réceptionné une plainte provenant d'une habitante située dans le quartier gare/lycée, cité précédemment comme concerné par un dépassement de la valeur de 5 u.o./m³. L'inspection du 23 janvier 2024 a été diligentée pour cette raison.

Les évolutions indiquées par l'exploitant depuis les investigations de 2016 sont les suivantes :

- suppression de la ligne 3 de vulcanisation/extrusion, pour un total de 10 lignes exploitées actuellement ;
- suppression des fontaines de dégraissage consommant des solvants par des fontaines à détergents biologiques.

Ces évolutions ne sont pas de nature à avoir augmenté les rejets atmosphériques en termes de composés organiques volatiles et donc de molécules odorantes.

L'exploitant a indiqué réaliser un traitement des rejets atmosphériques par filtres en fibre de verre sur l'ensemble des lignes de vulcanisation/extrusion avant le rejet en toiture, la fiche technique du filtre transmise par le courriel du 7/02/2024 précise que les polluants retenus sont les brouillards d'huile et les pigments de peintures et vernis.

<p>Le rapport des analyses faites en juillet 2023 indique que les concentrations prescrites sont respectées pour les rejets en COV, potentiellement responsables des nuisances olfactives. De même, la visite des installations n'a pas permis de détecter une situation incidentelle à l'origine des nuisances.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de mettre en place des mesures préventives, correctives permettant de limiter ces nuisances. A titre d'exemple, il pourra notamment étudier les différentes possibilités suivantes :</p> <p>le déplacement des cheminées disposées au plus près des riverains gênés (point 3.1.2 de l'article 2 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral de 2008), la mise en place d'un traitement à la source des odeurs la substitution des produits responsables des nuisances etc</p> <p>L'exploitant devra également reprendre les conclusions faites à la suite des analyses réalisées par Olentica et justifier qu'elles sont toujours valides (notamment, vis à vis de la possible évolution des valeurs moyennes d'exposition au travail).</p> <p>Les solutions retenues seront présentées sous six mois à la DREAL.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Emissions des COV

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2008, article point 3.3.2 "fontaine de dégraissage"
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Si la consommation de solvants est supérieure à 2 tonnes par an, les dispositions sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la valeur limite exprimée en carbone total de la concentration globale de l'ensemble des composés organiques volatils à l'exclusion du méthane est de 75 mg/m³. Le flux annuel des émissions diffuses de ces composés ne doit en outre pas dépasser 20 % de la quantité de solvants utilisée. <p>Si la consommation de solvants à phrase de risque R. 45, R. 46, R. 49, R. 60, R. 61 ou halogénés étiquetés R. 40 est supérieure à 1 tonne par an, les dispositions sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la valeur limite de la concentration globale des solvants à phrase de risque R. 45, R. 46, R. 49, R. 60, R. 61 (en raison de leur teneur en composés organiques volatils classés cancérigènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction,), exprimée en masse de la somme des différents composés, est de 2 mg/m³ si le flux horaire maximal de l'installation, émis sous forme canalisée et diffuse est supérieur ou égal à 10g/h ; - la valeur limite de la concentration globale des solvants halogénés étiquetés R. 40 ou R. 68, exprimée en masse de la somme des différents composés, est de 20 mg/m³. Le flux annuel des émissions diffuses de ces solvants ne doit en outre pas dépasser 15 % de la quantité de solvants utilisée.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué dans le dossier de porter à connaissance transmis le 16/06/2021 que les fon-</p>

taines de dégraissage utilisant des solvants avaient été remplacées par des fontaines utilisant des détergents biologiques. A priori les prescriptions susvisées, applicables d'après l'arrêté aux seules installations "fontaines de dégraissage" n'auraient plus lieu de s'appliquer. L'exploitant devra indiquer par écrit au préfet s'il souhaite demander la suppression de ces prescriptions, en apportant les éléments de justification adéquats.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Plan de gestion des solvants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28-1
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions de COV
Prescription contrôlée : Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant n'était pas en mesure d'indiquer lors de l'inspection quelle quantité de solvants était consommée annuellement. Il a indiqué ne pas disposer de plan de gestion des solvants. Par courriel du 7/02/2024, il a indiqué "à la rédaction du porter à connaissance, la quantité annuelle de solvants consommée était inférieure à 1 tonne. Nous avons engagé la mise à jour de cette quantité sur l'exercice 2023, nous la finaliserons sous 3 semaines et vous la transmettrons". Les éléments justifiant de sa consommation annuelle et a fortiori si celle-ci est inférieure à 1 tonne devront être tenus à disposition de la DREAL. Un plan de gestion des solvants sera établi sous 4 mois si la consommation annuelle est supérieure à 1 tonne.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Dilution des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2008, article 4.4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Prescription contrôlée : Les installations de traitement sont correctement conçues, exploitées, surveillées et entretenues. La dilution des effluents ne doit en aucun cas, constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.
Constats : Il a été constaté en séance que le site dispose de six points de rejets des effluents aqueux, dont deux points collectant des effluents de catégories diverses : - rejet R1 collecte des eaux pluviales et des eaux industrielles ; - rejet R4 collecte des eaux sanitaires, des eaux pluviales et des eaux industrielles. L'exploitant doit, conformément à l'article 4.5.2 des prescriptions annexées à son arrêté préfecto-

ral de 2008, réaliser une auto-surveillance de ses rejets aqueux en les comparant à des valeurs spécifiques prescrites pour les eaux industrielles et pour les eaux pluviales, les paramètres n'étant pas identiques. Le mélange d'effluents présentant des caractéristiques différentes entraîne une dilution de chaque type d'effluents et donc une impossibilité de les caractériser lors des analyses périodiques. Il s'agit d'une non conformité par rapport au point 4.4.3 visée ci-dessus.
L'exploitant n'était pas en capacité en séance d'apporter des réponses sur ce sujet.

Le contexte sur ce sujet est le suivant. Lors de la régularisation administrative de l'établissement Hutchinson, réalisé en 2006 à la demande de l'inspection, il a été identifié que l'exutoire des rejets aqueux était le marais voisin, que certains réseaux de collecte étaient unitaires comme vu précédemment, et que le refroidissement des profilés était réalisé en circuit ouvert. L'arrêté préfectoral pris le 15 décembre 2008 a donc acté la situation administrative de l'établissement et prévoit :

- l'interdiction des rejets indirects dans les eaux souterraines par l'article 4.6.2, le rejet dans le marais en étant un ;
- l'interdiction de la réfrigération en circuit ouvert, et prévoit que "le refroidissement des profilés [puisse] toutefois être réalisé en circuit ouvert dans l'attente des conclusions de l'étude technico-économique définie à l'article 4.3 ci-dessous" ;
- le dépôt d'une étude technico-économique pour mettre en oeuvre la gestion des eaux et des effluents en conformité réglementaire et la séparation des eaux potentiellement non polluées (eaux de toiture par exemple) des effluents pollués.

L'étude technico-économique prévue a été déposée par l'exploitant en 2010. Ce point a été évoqué lors d'une inspection faite en 2011, le rapport du 28 avril 2011 issu de cette visite indique : *"compte-tenu des réalisations déjà effectuées par l'exploitant et celles à venir, vu l'impact financier engendré par rapport aux avantages attendus, on attendra les résultats de la campagne RSDE avant d'imposer des mesures concernant la séparation des réseaux et la suppression totale des rejets d'eaux industrielles"*.

Ensuite, le courrier du 18 décembre 2014 transmis par la DREAL à l'exploitant et clôturant la démarche RSDE indique : *"Vous étudierez sous trois mois le raccordement des effluents au réseau d'assainissement communal ou la suppression totale des rejets d'eaux industrielles comme l'envisageait l'étude technico-économique que vous avez réalisée"*.

L'exploitant y répond par le courrier du 10 février 2015 : *"le dossier du raccordement des effluents au réseau d'assainissement communal reste une préoccupation pour notre établissement : à cet effet nous sollicitons le support technique de notre maison mère pour étudier les possibilités."*

Par courriel du 7/02/2024, l'exploitant a indiqué : " la dilution des effluents aqueux avec les eaux toiture est effective. Néanmoins, nous avons engagé la demande d'une étude avec chiffrage pour la séparation des eaux, dont vous trouverez en pièce jointe un mail de demande de chiffrage à l'entreprise PERRET de ce jour."

Il lui est demandé sous trois mois les actions correctives envisagées pour résorber cette situation et de fournir un échéancier de réalisation des travaux prévus.

L'Inspection note par ailleurs un dépassement des valeurs limites prescrites sur le mois de novembre (voir constat suivant).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Auto-surveillance des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2008, article Annexe 4

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux

Prescription contrôlée :

Rejet	Paramètres	Concentrations en mg/l sur échantillon moyen 24 h	Périodicité des mesures
eaux résiduelles industrielles sur les points R1 et R4	MES DCO DBO5 Azote global Phosphore Hydrocarbures totaux Fer et composés Zinc et composés Plomb et composés Chrome et composés Cuivre et composés	35 mg/l 50 mg/l 30 mg/l 20 mg/l 10 mg/l 5 mg/l 5 mg/l 1 mg/l 0,1 mg/l 0,1 mg/l 0,1 mg/l	TRIMESTRIELLE
eaux pluviales sur les 4 points de rejets	Hydrocarbures totaux	5 mg/l	ANNUELLE

- si le débit est supérieur à 100 m³/jour la mesure du débit s'effectue en continu.
- si le flux journalier de l'un des paramètres dépasse les valeurs fixées à l'article 60 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998, une analyse quotidienne est effectuée sur les paramètres visés.

De plus :

- la température des rejets est inférieure à 30 °C et leur pH est compris entre 5,5 et 8,5 (9,5 s'il y a neutralisation alcaline)
- dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10% de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10% sont comptés sur une base mensuelle.
- dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat ne peut dépasser le double de la valeur limite prescrite.

Constats :

Les résultats du contrôle inopiné des rejets aqueux réalisé du 16 au 17 novembre 2023 sont parvenus à la DREAL la veille de l'inspection. Il est constaté des dépassements sur plusieurs paramètres :

- Rejet 1 : la valeur mesurée pour la DCO est de 55 mg/L pour une valeur limite fixée à 50, l'Inspection note également un débit de rejet de 173 m³/jour

- Rejet 4 : la valeur mesurée pour la DCO est de 91 mg/L pour une valeur limite fixée à 50, une valeur mesurée pour la DBO5 à 31 mg/L pour une valeur limite fixée à 30, l'Inspection note également un débit de rejet de 252,48 m³/j.

L'Inspection note que des dépassements du paramètre DCO ont eu lieu en mars 2023 (87 mg/L pour 50 prescrit) et en juin 2023 (53mg/L mesuré pour 59 prescrit).

La prescription est non conforme. L'exploitant doit déterminer les causes du dépassement, mettre en place des mesures correctives et refaire une mesure dans les meilleurs délais pour s'assurer de l'efficacité de ces dernières.

L'inspection rappelle que pour un débit supérieur à 100 m³/j, l'annexe 4 de l'arrêté préfectoral de 2008 prévoit une mesure du débit en continu. Cette disposition doit donc être mise en place au vu des mesures relevées en novembre.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois